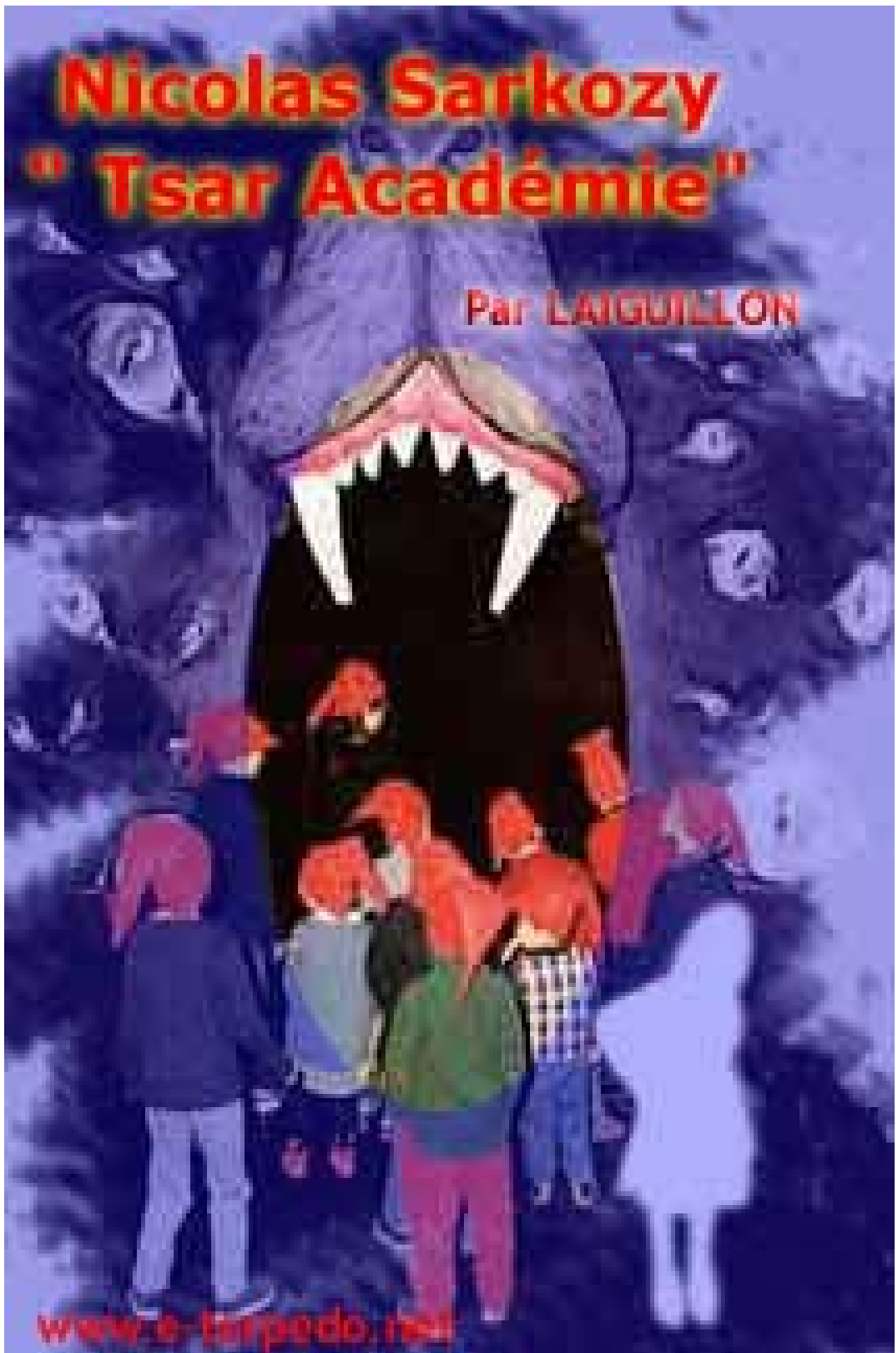


Nicolas Sarkozy "Tsar Académie"

Par LAIGUILLON

www.les-torpedes.net



Nicolas Sarkozy : " Tsar Académie "

Par LAIGUILLON

Nicolas Sarkozy ou « Sarko » ou le « Petit Nicolas », qui, en France ne connaît pas ce nom ou ce sobriquet ? Président de l'UMP pour l'instant, et actuel ministre de l'intérieur, l'homme politique ne laisse pas indifférent. Tous lui font allégeance : les médias, le show-biz, les politiques et même les Français.

Jugez plutôt :

- 67 % des Français en 2002, jugent son action positive en tant que ministre de l'intérieur
- autour des 50% en ce moment

Formidable ! Enfin un rassembleur, enfin un acteur politique réel, enfin un politicien qui fait bouger les choses, enfin un orateur qui ne pratique pas la langue de bois,...

STOOOOPPPP !!

Sarkozy est très certainement quelque peu en marge de ses collègues politiciens et ce, pour certaines raisons, mais qui est-il vraiment, que fait-il réellement et d'où vient cette aura disproportionnée ?

Je vous propose de regardez d'un peu plus de quoi est gonflé le ballon sarkozy.

Biographie et Historique Politique

L'homme

Nicolas Sarkozy, marié, 3 enfants, est né le 28 janvier 1955 à Paris XVIIème
Avocat de formation ; il devient maire de Neuilly sur Seine en 1983, poste qu'il occupera jusqu'en 2002.

Ses ouvrages

Georges Mandel, Le Moine de la Politique - Editions Grasset – 1994
Au bout de la passion, l'équilibre – Entretien avec Michel Denisot – Editions Albin Michel – 1995
Libre – Editions XO / Robert Laffont – Janvier 2001
La République, les Religions, l'Espérance- Cerf - 2004

CV

Maîtrise de droit privé (1978)
Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (1981)
DEA de Sciences Politiques avec mention (mémoire sur le Référendum du 27 avril 1969)
Institut d'Études Politiques de Paris (1979-1981)
Ancien avocat au barreau de Paris

Les fonctions politiques

Conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine en 1977
Maire de Neuilly-sur-Seine de 1983 à 2002
Vice-Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine, chargé de l'enseignement de la culture (1986-1988)
Député des Hauts-de-Seine (6ème circonscription) de 1988 à 2002
Elu Président du Comité départemental du RPR des Hauts-de-Seine le 3 mai 2000.
Elu Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine le 1er avril 2004.
Ministre du Budget (1993-1995) et de la Communication (1994-1995)
Porte-Parole du Gouvernement (1993-1995)
Secrétaire national du RPR, chargé de la Jeunesse et de la Formation (1988)
Secrétaire national du RPR, chargé de l'Animation, de la Jeunesse et de la Formation (1989)
Co-directeur de la liste d'union pour les Élections européennes (1989)
Secrétaire Général Adjoint du RPR, chargé des Fédérations (1992-1993)
Membre du Bureau Politique du RPR (depuis 1993)
Coordonateur et porte-parole de l'équipe de transition (10 juillet 1997)
Secrétaire général du RPR (6 février 1998)
Président par intérim du RPR (avril 1999-octobre 1999)
Tête de la liste RPR-DL pour les Élections européennes de juin 1999.
Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Intérieure et des Libertés Locales (2002/2004)
Ministre d'Etat, ministre l'Economie, des Finances et de l'Industrie (2004)
Président du Conseil général des Hauts-de-Seine
Elu président de l'UMP le 28 novembre 2004.

Les copains

Politique

Le 23 septembre 1982, il épouse Marie-Dominique Culioli, fille d'un pharmacien corse de Vico (village d'un millier d'âmes au nord d'Ajaccio) dont il a deux fils, Pierre, (né en 1985) et Jean (né en 1987). Son témoin de mariage est Charles Pasqua.

Il est président du comité de soutien des jeunes à la candidature de Jacques Chirac en 1980.

Il devient maire de Neuilly-sur-Seine à 28 ans, en évinçant Charles Pasqua en 1983.

En 1995, il se range aux côtés d'Édouard Balladur pour la campagne présidentielle, ce qui lui vaut d'être qualifié de « traître » par les partisans de Jacques Chirac, qui gagne l'élection.

Lors de son second mariage avec Cécilia Sarkozy, ses témoins de mariage sont Martin Bouygues et Bernard Arnault. Ils ont un fils, Louis (né en 1997).

Certaines amitiés : l'historien et ex-conseiller de Mitterrand, Jean-Michel Gaillard, est un proche. Bernard-Henri Levy aussi.

Premier d'entre tous : Brice Hortefeux. Député européen, conseiller général d'Auvergne, c'est « l'ami de longue date », celui qui a été son directeur de cabinet à la mairie de Neuilly. Aujourd'hui, il est son plus fervent soutien.

Puis, il y a Alain Lambert et Patrick Devedjian. Le premier a payé de son poste de ministre du Budget du gouvernement Raffarin II son amitié avec Nicolas Sarkozy. Le second, ministre délégué à l'Industrie, le connaît depuis leurs premiers pas en politique dans les Hauts-de-Seine.

Parmi ses vingt conseillers techniques, Thomas Devedjian, le fils de Patrick et surtout Cécilia, sa femme.

Deux hommes de confiance assurent sa communication : Franck Louvrier, le M. Presse de la place Beauvau à Bercy et Frédéric Lefebvre, chargé des relations avec le Parlement, qui ne l'a pas quitté depuis son passage au gouvernement Balladur en 1993.

Nicolas Sarkozy a bâti des amitiés politiques solides dans les Hauts-de-Seine. Il faut se tourner vers le passé et les anciens frères d'armes aux jeunes RPR : Roger Karoutchi, sénateur des Hauts-de-Seine, Patrick Balkani, le député maire de Levallois, en faisaient partie. Tous ont servi Charles Pasqua, le mentor d'alors. Malgré les tensions qui ont pu naître, les deux hommes ont gardé des liens étroits, unis par leur soutien à Édouard Balladur, et leurs relations passionnelles et conflictuelles à Jacques Chirac.

La présidence des Hauts-de-Seine, « cédée » par Charles Pasqua, est une aubaine. Il est entouré de vice-présidents qui lui sont acquis : Isabelle Balkani, Louis-Charles Bary, son remplaçant à la mairie de Neuilly ou encore... Patrick Devedjian ; à proximité, de fidèles lieutenants, dont Manuel Aeschlimann, le député maire d'Asnières ; il a constitué une véritable base arrière et prépare la conquête d'un autre bastion stratégique.

Il y a un noyau dur de sarkozystes. Parmi eux : Yves Jégo, député de Seine-et-Marne et Christian Estrosi, président du Conseil général des Alpes Maritimes, « recalés » au gouvernement Raffarin III. Les députés Alain Joyandet, Christian Vanneste, Pierre Cardo et Thierry Mariani, plus discrets, veillent à l'image de Nicolas Sarkozy.

Des relations se nouent avec les ex-balladuriens et Hervé Novelli, un proche d'Alain Madelin, l'ancien leader de Démocratie Libérale. Pour mémoire : Nicolas Sarkozy a conduit, en son temps, la liste RPR-DL aux européennes perdues de 1999.

Enfin, le ralliement d'un certain nombre de chiraquiens n'est qu'une question de semaines vu le risque d'implosion du parti. Déjà Roselyne Bachelot et Eric Raoult se sont publiquement exprimés en faveur du ministre de l'Économie. Enfin, les proches de François Fillon, le ministre chiraquien de l'éducation et chef de file des nationaux républicains de l'UMP pressent ce dernier de rallier la cause du locataire de Bercy, ce qui pourrait retirer une épine du pied à Nicolas Sarkozy, puisque, pour le moment, François Fillon, n'a pas encore écarté d'être lui aussi candidat à la présidence.

Entreprenariat

Une pléiade de PDG sont à tu et à toi avec lui. A commencer par le plus proche, parrain d'un de ses fils, Martin Bouygues : « Celui-là, affirme Cécilia Sarkozy, il tient une place à part. Il vient avant tous les autres. »

Suivent de près Paul Desmarais senior, Antoine Bernheim, Jean-Claude Decaux, Franck Riboud, Philippe Charrier (Procter & Gamble), Jean-Marc Espalioux (groupe Accor), Christian Bazantay (Servier).

Et encore, sans pouvoir citer tous ceux que Sarkozy voit ou appelle régulièrement, Michel-Edouard Leclerc, Philippe Bourguignon, Daniel Bouton, Thierry Breton, Jean-Cyril Spinetta...

Bon, de toutes façons, il connaît la plupart des grands patrons français et est proche d'une grande partie. Comme si cela ne suffisait pas, son frère, Guillaume Sarkozy a failli prendre la tête du MEDEF.

Show-Biz

Beaucoup de sportifs fréquentent le ministre (l'entraîneur et le président du PSG, mais aussi Bernard Laporte, Luis Fernandez, Denis Charvet, Daniel Bravo, Fabrice Santoro...).

Des chanteurs comme Michel Sardou (qu'il vient d'aller écouter), Didier Barbelivien (qui joue de la guitare dans les petites fêtes privées du couple Sarkozy) et Pierre Palmade ; l'humoriste Michel Leeb.

Les acteurs bien connus Christian Clavier, Marie-Anne Chazelle, Jean Reno et Fabrice Lucchini, à qui il est arrivé de réveiller avec les Sarkozy. Citons aussi de Tom Cruise (scientologue affiché).

Johnny et Laetitia, Alain Delon, Christine Bravo, Faudel, Chimène Badi, Mimi Mathy, Daniel Prevost.

Les Medias

Michel Drucker, Jacques Chancel dont la femme est la marraine d'une de ses filles, Michel Denisot, Claire Chazal, ...

Voici déjà un pan du décor posé. Nicolas Sarkozy a compris, comme l'a fait depuis longtemps notre cher Ernest Antoine Seillières, que la clé de la longévité est un bon tissu de relations. Et de ce point de vue là, il faut avouer qu'il a fait très fort. Cette plétore de relations lui offre plusieurs avantages :

- être au courant et surveiller beaucoup de choses
- savoir devenir précieux pour des personnes issues de milieux différents
- obtenir des appuis directs ou indirects
- asseoir sa position en ne dépendant de personne en particulier
- moins craindre de perdre certains soutiens

Cet état de fait autorise de baser une carrière uniquement sur la notoriété et de concentrer son énergie sur la quantité et plus sur la qualité. Nous entendons dire souvent : « Incroyable ce Nicolas Sarkozy, il est partout ! ». Normal c'est son fond de commerce !

Le règne des Hauts-de-Seine : « La Laboratoire de poudre aux yeux »

Son fief ...

- 1977 - 1983, Conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine ;
- 1983 - 2002, Maire de Neuilly-sur-Seine (60.364 habitants) ;
- 1983 - 1988, Conseiller régional d'Île-de-France ;
- 1986 - 1988, Vice-Président du Conseil général des Hauts-de-Seine, chargé de l'enseignement de la culture ;
- Depuis 2004, Conseiller général du Canton de Neuilly sur Seine Nord, Président du Conseil général des Hauts-de-Seine.

La présidence du Conseil général des Hauts-de-Seine est rendue particulièrement problématique maintenant qu'il est nommé Ministre de l'intérieur : Nicolas Sarkozy devient juge et partie, et c'est un cercle vicieux qui se referme : le Ministre de l'intérieur contrôle le Préfet, chargé de contrôler la légalité des décisions du Conseil général ! C'est le cumul des mandats.

Février 2003 – Nicolas Sarkozy : Charles Pasqua m'a tout appris

Nicolas fait un cadeau à Charles. Son aîné lui laissant miroiter sa succession à la tête du conseil général des Hauts-de-Seine après le renouvellement cantonal de 2004, l'actuel ministre de l'Intérieur a facilité sa remise en selle. Pour mieux assurer l'éventuelle transition l'année prochaine.

1^{ère} étape : « Le cumul des mandats, je m'assois dessus... »

L'exposé des motifs de l'article 16 de la réforme des modes de scrutin précise que «le régime de cumul applicable aux représentants au Parlement européen est aligné sur celui des parlementaires français». Autrement dit : une fois que la réforme sera adoptée par le sénat début mars, les parlementaires de Strasbourg pourront cumuler leur mandat européen avec celui d'un exécutif local. Et Pasqua pourra récupérer la présidence de son fief des Hauts-de-Seine, sur lequel il règne depuis quinze ans.

2^{ème} étape : « On a les amis qu'on mérite... »

Officieusement, le mandat de député européen avait l'avantage de lui offrir une immunité bien commode pour échapper aux poursuites judiciaires. Pasqua est en effet mis en examen pour «financement illégal» dans le cadre de la campagne des européennes de 1999, et pour «recel d'abus de biens sociaux et trafic d'influence» dans le cadre de l'affaire Falcone.

3^{ème} étape : « Petit, va jouer ailleurs... »

Avec l'appui du ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy. Les deux hommes ont d'abord suscité une série de démissions au sein du conseil général des Hauts-de-Seine pour provoquer trois élections cantonales partielles successives.

Dernière étape : « Ne jamais être seul à pouvoir plonger... »

Jacques Chirac a couvert la manoeuvre. Car le chef de l'Etat avait été fort soulagé du renoncement de Pasqua lors de l'élection présidentielle. S'il avait maintenu sa candidature jusqu'au bout, le président du RPF aurait pu sérieusement menacer sa réélection. Bref, une bonne partie de la droite s'est mobilisée pour sauver le soldat Pasqua. Jusqu'à Jean-Pierre Raffarin qui, en faisant passer son projet en force grâce au 49.3, a sauvé la mise du «tonton flingueur» de la Chiraquie.

Janvier 2004 - Nicolas Sarkozy : Homme de la situation – toujours les mêmes recettes

La séance du conseil général des Hauts-de-Seine des 20 et 21 janvier devait marquer le début d'une ère nouvelle pour les habitants. Le président avait lancé en 2004 avec tambours et trompettes la vaste consultation des états généraux des Hauts-de-Seine, pour lesquels 400 000 questionnaires ont été distribués. Les résultats, rendus publics le 20 janvier, devaient servir de tremplin à la nouvelle gouvernance de M. Sarkozy.

1^{ère} étape : Démagogie : « On va tout arranger »

Non sans avoir dressé un bilan sombre de la situation : la hausse du taux de chômage, le recul des activités et des emplois industriels, l'attractivité déclinante de l'Île-de-France et de sa capitale, le vieillissement de la population, la fuite des jeunes actifs et des classes moyennes, les menaces qui pèsent sur notre environnement et notre cadre de vie. « Autant de signaux qui doivent nous garder de tout optimisme béat et de l'immobilisme. »

2^{ème} étape : Bulldozer : « Solution à l'emporte pièce »

La vente du patrimoine de l'OPDHLM, « question jamais évoquée dans aucun questionnaire », fait remarquer Catherine Margaté, va de pair avec « la scandaleuse proposition de construction de logements sociaux dans la boucle nord de la Seine, alors que la moitié des villes du département est largement en dessous des 20 % de logements sociaux ». Jacques Bourgoïn, maire et conseiller général de Gennevilliers, a d'ailleurs protesté contre des annonces d'acquisition de terrains, alors que les villes ont des projets différents en cours !

3^{ème} étape : On cache la misère : « Le social n'est pas rentable »

Les érémites ne sont pas oubliés. Ils vont être soumis à de sérieuses enquêtes de motivation, Nicolas Sarkozy ayant découvert les « chiffres consternants » des allocataires, qui ont été multipliés par quatre en un peu plus de dix ans, un quart seulement ayant un contrat d'insertion. À qui la faute, dans un département qu'il reconnaît lui-même économiquement en déclin ?

4^{ème} étape : « Je n'ai rien appris en bousillant les finances de la France lorsque j'étais ministre du budget... »

Le projet de « tramway intradépartemental » n'exclura donc pas des partenaires privés. La charge annuelle augmentera ainsi de 50 millions d'euros en fonctionnement et 70 millions en investissement, sans augmenter la fiscalité. Comment ? Par des gains de productivité, en ne remplaçant pas les 800 prochains départs en retraite des agents, en « reconsidérant l'intervention du département dans un certain nombre de secteurs », en vendant le patrimoine, en privatisant.

Dernière étape : « Voici ma façon de consulter... »

Tout était bien orchestré, mais trop pressé sans doute d'imposer ses choix, il n'a même pas attendu la séance de l'assemblée départementale : **Nicolas Sarkozy avait déjà tout décidé**. Depuis longtemps d'ailleurs et pas même le jour de la séance du conseil, dans une interview qu'il donnait au Parisien, dans laquelle il détaillait tous ses projets. Lors du lancement des états généraux, les grandes lignes étaient déjà fixées. Plus récemment, il avait fourni les axes de sa politique du logement lors d'une visite au Plessis-Robinson en annonçant la **vente de 4 000 logements sociaux**. La cérémonie des vœux fut aussi instructive. Bref, le 21 janvier, les élus devaient débattre de l'avenir du département. Et tout était inscrit noir sur blanc !

Mars 2005 – Nicolas Sarkozy : « Mes TOC qui marchent : Exclusion sociale et politique sécuritaire »

Du standing, du standing = ovation !!

"Depuis qu'ils (la droite) sont arrivés à la tête de la Mairie, il y a seize ans, ils n'ont eu de cesse de retarder l'achèvement de la reconstruction de la cité jardins, afin de pouvoir en réduire la part sociale, pendant qu'ils transformaient allègrement avec l'appui du Conseil général, tous les terrains disponibles (y compris en supprimant un stade et en déplaçant à grands frais écoles, collèges ou autres équipements publics) en autant de programmes immobiliers de standing.

Maintenant après tractations, les terrains de l'office départemental HLM de la dernière phase de la cité jardins ont vu leur destination changer et, dans le village de vente, les promoteurs rivalisent de superlatifs pour vanter leurs projets inaccessibles à l'essentiel des Robinsonnais et de leurs enfants qui sont contraints de quitter la ville où ils sont nés.

"Cette densification est contraire au schéma directeur d'Ile-de-France et le ministre, le préfet de région et le préfet sont garants de son respect.

Elle accentue le déséquilibre est-ouest et favorise encore plus les mobilités logement-travail, alors que les réseaux de transport et de circulation sont saturés et que les franciliens en ont assez de faire 1h30 de transport matin et soir.

Elle pose aussi le problème de la pollution car un site aussi important, avec un urbanisme très vertical, dégage d'énormes quantités de pollution (chauffage et climatisation, embouteillages).

Puisque je vous dis que c'est pour votre sécurité !!

Le Parisien d'aujourd'hui établit le palmarès de la vidéosurveillance dans les Hauts-de-Seine. Avec ses 76 caméras supplémentaires, Puteaux arrivera en tête avec 101 caméras, loin devant Colombes 48 et Levallois 42. Un double palmarès car Puteaux sera aussi la ville qui aura la plus forte densité de caméras à l'hectare à savoir plus de cent appareils pour 300 hectares ! "C'est plus du double d'une ville comme Colombes qui avec ses 48 caméras pour 800 hectares s'estime bien couverte." N'y avait-il rien de mieux à faire avec tout l'argent investi dans ce système ? Les policiers mobilisés derrière les caméras ne seraient-ils pas mieux sur le terrain ? Auront-ils le temps de prévenir assez vite leurs collègues pour venir en aide à une personne agressée ? Ce qui est possible dans un lieu fermé car l'intervenant est sur place, ne l'est pas en milieu ouvert. Alors à quoi serviront toutes ces caméras ?

Mai 2005 – Nicolas Sarkozy : « Ma vision de la transparence et de la démocratie »

Toi le citoyen, ta gueule !!

Au Plessis-Robinson, entre les deux tours du scrutin de l'élection cantonale de 2004, a été distribué un tract cosigné par le député-maire du Plessis Robinson et le candidat UMP indiquant qu'en cas de succès de son concurrent socialiste, le canton serait privé des moyens que lui alloue le conseil général depuis quinze ans ! "Ces agissements, compte tenu du faible écart des voix entre les deux candidats, soit 233 voix sur 17 103 votants et 16 381 suffrages exprimés, ont constitué des manoeuvres de nature à altérer la sincérité du scrutin".

Mai 2005 – Nicolas Sarkozy : « Quand je peux rendre service au public »

Aidons les riches, opus 1

Petite enfance : Nicolas Sarkozy vient d'instituer les crèches privées à but lucratif pour concurrencer les crèches publiques et associatives qui plus est en les finançant sur fonds publics et permettre ainsi aux familles aisées de trouver une place en crèche en contournant les commissions d'attribution.

Aidons les riches, opus 2

Recherche d'emploi : Nicolas Sarkozy vient d'annoncer la mise en concurrence de l'ANPE par des entreprises privées qui vont bénéficier de primes publiques au placement laissant à l'ANPE le soin de s'occuper des cas les plus éloignés du marché du travail. Là encore, la démarche vise à créer un système à double vitesse, le privé pour les plus aisés, le public pour les autres.

Gardons les subventions pour des projets privés ... opus 1

Insertion : Le même Conseil général vient de lancer un appel d'offres pour l'insertion des personnes au RMI en supprimant les subventions jusqu'alors versées aux communes qui menaient des actions d'insertion professionnelle en direction de ces personnes. Interrogé par les services municipaux, le Conseil général a répondu qu'il revenait aux communes de déposer une offre dans le cadre du marché lancé et que cette offre pourra être retenue si elle est plus ou moins disante par rapport à celles déposées par les entreprises...

Gardons les subventions pour des projets privés ... opus 2

Alphabétisation : Là encore, on lance des appels d'offres pour des actions jusqu'ici menées par des associations ou des centres culturels et qui recevaient pour cela des subventions

Juin 2005 – Je veux être un Premier ministre propre sur moi

Tremplin pour l'ultime poste !!!

Cap Finistère : Quel genre de président est Nicolas Sarkozy au Conseil général des Hauts-de-Seine ?
Michèle Canet : Nicolas Sarkozy est un président qui n'a pas le temps de l'être. Dorénavant, tout est fait en accéléré, en fonction de son emploi du temps. Il est là depuis le 1er avril et beaucoup de dossiers ont déjà pris du retard, en particulier en matière de voirie. Il veut paraître consensuel mais ne supporte pas que nous critiquions son action ou plutôt son manque d'action concrète. Il utilise le Conseil général comme un tremplin pour son ambition personnelle. Les États généraux des Hauts-de-Seine qu'il vient d'organiser en sont une illustration parfaite. Pour l'anecdote, le jour de son élection, il avait dit que c'était une présidence provisoire jusqu'en juin. Il pensait à l'époque peut-être pouvoir remplacer Raffarin à Matignon après les européennes.

Ouf, Merci Charles !!

Cap Finistère : Fait-il preuve d'autant de démesure qu'au congrès de l'UMP dans la communication ?
Michèle Canet : Non, pas encore. Mais il faut savoir qu'il n'en a pas les moyens. En effet, l'héritage de Charles Pasqua a laissé des traces. Par exemple, la fac privée Léonard de Vinci a coûté 450 millions d'euros au département. Une confirmation que les dépenses somptuaires et inconsidérées se payent toujours, un jour ou l'autre.

Effets de manche (pour un ancien avocat), déclarations grandiloquentes, très peu d'actions réelles et surtout des actions à l'emporte pièce, sans visibilité, à court terme. Mais tout cela n'est pas grave, les hauts de Seine sont un laboratoire qu'il brûlera aussitôt son ambition comblée, si tant est que ce soit possible de la combler ...

Le budget – 1993/1994 – « Bilan Calamiteux pour un premier jouet »

Nicolas Sarkozy a été ministre du budget, porte-parole du gouvernement et de la communication en même temps. La découpe se fait comme ceci :

> Mars 1993 - janvier 1995, Ministre du budget, Porte-parole du gouvernement, puis chargé, à titre provisoire, d'exercer les fonctions du ministre de la communication (gouvernement Balladur).

> Janvier - mai 1995, Ministre du budget, chargé d'exercer les fonctions du ministre de la communication (gouvernement Balladur)

Le budget : « Mon premier jouet... »

L'ex-ministre de l'Intérieur doit en effet une bonne part de sa place en politique à son passage au ministère du Budget, dans le gouvernement d'Edouard Balladur, de 1993 à 1995. A l'époque placé sous la férule - légère - d'Edmond Alphandéry, ministre centriste de l'Economie, il avait laissé un souvenir plus que mitigé. Quand Nicolas Sarkozy prit les rênes du ministère du Budget en avril 1993, il n'avait « pas la moindre idée de la manière dont fonctionnait Bercy, ni même de ce qu'était le budget de l'Etat », confie un de ses proches de l'époque. Mais ce poste de grand argentier de l'Etat, le jeune maire de Neuilly le voulait plus que tout autre : le Budget, c'est la meilleure école pour qui veut se bâtir une stature nationale. C'est là qu'on apprivoise les arcanes de l'Etat. Mais, très vite, les mauvaises nouvelles s'accumulent et le verdict est sans appel : la France connaît sa pire récession depuis la Libération. La croissance, estimée quelques mois plus tôt à 2,5 % du PIB, est en fait sévèrement négative (- 1,3 %), le déficit public (48 milliards d'euros) est deux fois supérieur à celui attendu et la dette s'envole à 375 milliards...

Toujours les mêmes recettes : « D'abord on dit que l'on va faire plaisir à tout le monde... »

Nicolas Sarkozy se lance alors dans une politique mixte, de l'offre et de la demande, pour redonner du souffle à l'appareil productif tout en soutenant la consommation, totalement asphyxiée. Une politique de la demande De l'allègement des charges sur les bas salaires des entreprises à la suppression de décalage de remboursement de la TVA, en passant par une réforme fiscale, le relèvement de la contribution sociale généralisée (CSG) et la « balladurette » (prime de mise à la casse des véhicules anciens) ou d'une prime de rentrée scolaire pour les familles dans le besoin, tout le monde y trouve peu ou prou son compte. A l'été 1994, Nicolas Sarkozy semble avoir gagné son pari. La confiance revient, la croissance flirte de nouveau avec les 2 %, le chômage se stabilise à 11,2 % de la population active et le déficit budgétaire est en recul de 4 milliards d'euros. « Les voies du redressement sont tracées et les Français n'ont aucune raison d'être inquiets pour l'avenir », affirme le ministre du Budget, sûr de lui, en plein mois d'août. Résultat : en 1995, le déficit budgétaire avait augmenté de 500 millions d'euros, la Sécurité sociale avait replongé dans le rouge, et la dette publique, augmenté d'un tiers, à près de 500 milliards d'euros. Soit une aggravation en valeur, inégalée depuis, de 32 % en deux ans.

Toujours les mêmes effets : « J'm'en fous, quelqu'un d'autre nettoiera derrière moi ... »

A son départ, le budget de l'Etat affichait le plus fort déficit de la Vème République. Héritant du bébé, en 1995, Alain Juppé avait jugé le bilan « calamiteux ». Et avait dû corriger le tir par une médecine de cheval en augmentant les prélèvements obligatoires de 17 milliards d'euros. L'erreur de Nicolas Sarkozy est d'avoir financé sa politique pendant deux ans par de l'endettement, et de ne pas avoir commencé à tailler dans les dépenses, comme il s'y était engagé. Les 16 milliards d'euros de recettes de privatisations ont servi à payer les dépenses courantes et non, comme c'était la règle, à résorber la dette.

Toujours la même attitude : « Je déteste ceux qui me contredisent car j'ai toujours raison ... »

Alain Juppé est depuis toujours l'ennemi juré de Nicolas Sarkozy alors qu'il est aussi, ou plutôt puisqu'il est aussi, le chouchou de Jacques Chirac.

Sarkozy préfère voir l'autre côté des choses : « Lorsque j'étais ministre du Budget, se souvenait-il en janvier, nous avons allégé l'impôt sur le revenu de 19 milliards de francs en 1994. ». Nicolas Sarkozy, dont le frère Guillaume est vice-président du Medef, pourrait se révéler plus proche des demandes patronales que Francis Mer, lui-même ex-grand industriel.

Bravo Monsieur Sarkozy. S'endetter pour financer une politique irresponsable, voilà pour un premier poste ministériel, un coup de maître. Vos allègements d'impôts n'ont été que de la poudre aux yeux, une supplique pour de la popularité, mais dans les faits, vous savez très bien que :

- *ce ne sont pas des réformes globales de la fiscalité,*
- *il s'agit d'annoncer la baisse du seul impôt sur le revenu, accentuant de ce fait le particularisme fiscal de la France concernant ce prélèvement fiscal,*
- *"in fine" la baisse et la réforme profitent plus aux riches qu'aux classes moyennes.*

L'augmentation, à l'instigation de M. Sarkozy, du plafond des frais d'emploi d'un salarié à domicile à 90.000 F à compter des revenus de 1995, ouvre droit à une économie d'impôt maximale de 45.000 F et permet le paradoxe suivant : un contribuable ayant 45.000 F d'impôt à payer sera non imposable alors que sa femme de ménage payée au SMIC paiera, elle, de l'impôt si elle est célibataire et qu'elle n'a aucune réduction d'impôt. Cette mesure a permis à certains contribuables d'échapper au taux marginal à 56,8%.

Pour couronner le tout, la baisse n'aura pas été de 19 Milliards mais de 14 Milliards. Bah ! ce n'est rien de plus que quelques 5 Milliards.

L'intérieur – 2002-2004 – « Euh ! je crois que j'ai cassé mon deuxième jouet... »

Mai 2002 - mars 2004, Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales dans le premier et dans le second gouvernement Raffarin.

L'intérieur : « L'intérieur, mon second jouet ... »

Le bilan de M Sarkozy à l'intérieur, c'est la répression sur les braves citoyens, quatre fois « viré » manu militari de quatre points chauds où il se croyait en villégiature, des arabesques auprès des voyous et des gages donnés à la gauche en pagaille. D'un autre côté, Sarkozy est tout de même synonyme de plusieurs bourdes grotesques : L'Interdiction de faire la fête pour les jeunes pauvres. (Une société en arrivant là vaut-elle encore le coup ?) La mise en prison de deux jeunes l'ayant insulté. (Il est grand temps de supprimer ses lois « faits du prince ») Le fait d'affirmer (deux jours après l'affaire « Juppé »), à un jeune lui disant qu'il avait fait 18 mois de prison, « c'est normal tu l'as mérité », ce, sans rien connaître du dossier. (Ca fait froid dans le dos avouez) Ses interventions parfois malvenues dans des domaines sortant totalement de sa compétence, etc.

Reste que le personnage n'a de cesse de plaire aux extrémistes du MNR et de faire des appels du pied aux électeurs du FN, se posant en digne en successeur de M Pasqua, à tous niveaux.

Les réseaux et les trafiquants roumains : « Vous connaissez ma 1^{ère} recette : démagogie et populisme »
Derrière ces « opérations coup de poing », ces « coups de filet » et ces « prises d'assaut » il y a l'échec retentissant de l'expulsion en grande pompe du bidonville de Choisy-le-Roi en décembre 2002. Nicolas Sarkozy, dès son arrivée au Ministère de l'Intérieur, décide de traiter la « question » à sa façon, c'est-à-dire en expulsant. Le 3 décembre 2002 (le lendemain de la fermeture du centre d'hébergement et d'accueil de la Croix-Rouge de Sangatte) à 6h30 du matin, 300 gendarmes mobiles assistés de 150 policiers débarquent dans le bidonville de Voie des Roses à Choisy pour une expulsion hyper médiatisée. Tous les quotidiens nationaux relatent l'événement, qui doit marquer la fermeté du ministre. Ce dernier, en visite deux mois plus tôt dans la ville (3 octobre 2002) avait alors pris « l'engagement de traiter l'ensemble de la question des campements sauvages de roms dans le Val-de-Marne d'ici à fin novembre »

Les réseaux et les trafiquants roumains : « Vous connaissez ma 2^{ème} recette : Bulldozer... »

Avec quelques jours de retard, le ministre tient sa promesse. Le jour même, 71 personnes sont placées en garde-à-vue pour séjour irrégulier et sont en instance d'expulsion (quatre personnes seront envoyées en Roumanie par un charter franco-espagnol dès le lendemain.) Cependant, dans les deux jours qui suivent, la totalité des gens interpellés sont remis en liberté par le Tribunal de Créteil pour nullité de procédure (remise en liberté confirmée par la Cour d'Appel de Paris le 10 décembre 2002). Le ministre proclame à qui veut l'entendre qu'il expulsera vaille que vaille ces roms de Choisy car « nous savons où ils sont ». En désespoir d'arguments, critiqué par la presse et par des magistrats, Sarkozy décide de s'en prendre au « caractère parfaitement absurde d'une procédure à laquelle personne ne comprend rien ».

Pour simplifier la « procédure » et éviter une nouvelle expulsion ratée, il n'y a qu'à transformer des sans-papiers en « criminels organisés en réseaux mafieux ». Ce qui n'a pas empêché les préfetures de procéder à de multiples expulsions de terrain...et ce, sans que la presse ne s'en émeuve plus. Une fois passé l'effet de nouveauté... Sans compter toutes celles qui ont eu lieu en catimini. Sur la seule année 2003, un groupe a subi à lui tout seul 16 expulsions sur Saint-Denis et Aubervilliers.

Les réseaux et les trafiquants roumains : « Une autre de mes recettes : je veux que cela se sache... »
Surfant sur la même vague, la presse embraie (en juillet 2002, on recense un nombre impressionnant d'articles incriminant les tziganes dans la presse nationale). Le Monde fait sa « une » sur « L'industrie de la mendicité organisée » et parle de « mafias tziganes qui exploitent les handicapés » en nous assurant que c'est « loin d'être une fiction ». Preuve à l'appui, le journal interviewe Petrica, « unijambiste au service de Balaceanu » qui affirme devoir rapporter 100 euros par jour à son patron. L'expérience et le travail militants aux côtés des tziganes des bidonvilles donnent un tout autre chiffre : le produit de la manche est d'une moyenne de 5 euros par jour. Dès lors, on ne peut que mettre en doute la déontologie des journalistes du Monde, surtout lorsqu'ils rapportent le cas d'une fillette qui aurait ramené 700 euros en un seul jour ! (Si on fait un simple calcul sur 8h de mendicité, on arrive à 1,50 euro par minute !). Quant au Parisien, il gratifie ses lecteurs d'une série de reportages en trois volets sur les mendiants handicapés,

Voici un de mes livres de chevet : « Gérard Majax : comment réussir un tour spectaculaire... »

L'ancien Ministre de l'Intérieur a fait adopter deux textes : la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure (**L'OPSI**) du 29 août 2002 et la loi sur la sécurité intérieure (**LSI**) du 18 mars 2003.

Bilan LOPSI

Le redéploiement police-gendarmerie réalisé à l'économie n'a pas réellement contribué à renforcer les moyens humains et techniques en particulier en faveur des départements les plus sensibles. Une grande partie des effectifs créés par Nicolas Sarkozy sont toujours chez eux : les lauréats du concours attendent pendant souvent plus d'un an pour pouvoir entrer en école de police, alors que sur le terrain les élus ont besoins de policiers. La capacité opérationnelle des effectifs a même diminué : ce n'est pas la RTT qui explique cette situation comme on veut trop souvent le faire croire, mais les départs en retraite non anticipés par la droite et son choix de la stabilisation du nombre d'adjoints de sécurité à 11 300 contre 14 000 fin 2001. Un retard considérable a aussi été pris en matière d'immobilier et de constructions de commissariats alors que les gels de crédits se sont multipliés : les promesses de la LOPSI n'ont pas été tenues.

Bilan LSI

En 2003, les faits constatés au titre de la LSI n'ont ainsi représenté que 0,32% de la délinquance. La petite délinquance marque le pas, mais la baisse observée n'est pas uniforme, ni selon les territoires, ni selon les catégories d'infraction. 70% des infractions ne sont toujours pas élucidés, 70% des victimes demeurent donc insatisfaites. Les taux d'élucidation sont particulièrement bas pour des délits qui empoisonnent pourtant la vie quotidienne des Français comme par exemple les cambriolages pour lesquels en octobre 2004, le taux d'élucidation s'élève seulement à 9,7%. On a préféré mettre en avant les faits où les taux d'élucidation étaient les plus élevés, tel le trafic de drogue. Plus grave encore, la politique de Nicolas Sarkozy n'a pas permis de remédier à la montée continue des violences contre les personnes : +7,3 % en 2003. On constate une permanence préoccupante de la criminalité structurée autour de l'économie souterraine et la violence à l'école est en augmentation : Les signalements ont augmenté de 5% d'avril 2003 à avril 2004. La LSI, c'est aussi l'abandon de toute politique de prévention. S'il est nécessaire d'appliquer de sévères sanctions, l'insécurité est un problème de société global et force est de constater que la seule répression ne débouche pas sur des résultats satisfaisants. Or, on a abandonné la police de proximité, police ancrée dans les quartiers dont les interventions étaient mieux adaptées au contexte local. La police de proximité, tout en étant répressive, permettait aussi de prévenir la délinquance. Nicolas Sarkozy a mis en application une autre vision de la police, en privilégiant notamment la brigade anti-criminalité et les Groupements d'Intervention Rapides, pour des résultats décevants. Même Chirac le dit : « Nous devons maintenant nous attaquer aux racines de l'insécurité, pour la faire reculer dans la durée [...] nous ne pourrons continuer à progresser qu'en passant à la vitesse supérieure »

Prostitution : « Cacher ces seins que je ne saurais voir ... »

En réprimant le racolage passif, la loi de sécurité intérieure, promulguée le 18 mars 2003, affichait deux objectifs : rassurer les riverains en « **nettoyant** » **les rues** et **sortir les prostituées des griffes des réseaux** de proxénètes.

1^{er} Objectif : nettoyer les rues -> Réussi !!!

À en croire le ministre de l'Intérieur, le nombre de prostitué(e)s visibles, au 13 janvier dernier, aurait baissé partout en France. À Paris, il aurait même chuté de 40 %. Un chiffre que conteste Christophe Caresche, adjoint au maire de Paris : « Prendre pour base un comptage visuel n'est pas sérieux quand on sait que la loi a eu pour effet de déplacer les prostituées vers des lieux moins exposés. »

2^{ème} Objectif : éliminer les réseaux de proxénètes -> Une catastrophe !!

L'article 18 de la loi de sécurité intérieure punit de 3 750 euros d'amende et de deux mois de prison « le fait, par tout moyen, y compris par une attitude même passive, de procéder publiquement au racolage d'autrui en vue de l'inciter à des relations sexuelles en échange d'une rémunération ». En réalité, son application varie d'un commissariat de police et d'un tribunal à l'autre. « Parfois, le simple fait d'être sur un trottoir suffit », explique Mariana, disculpée lors de son jugement au tribunal de Bobigny. Certains magistrats estiment que ces affaires encombrant inutilement les tribunaux. On a même vu des proxénètes recruter à la sortie des audiences. La loi somme les clandestines de dénoncer passeurs et souteneurs pendant la garde à vue, condition sine qua non pour obtenir une autorisation provisoire de séjour (APS), assortie d'un droit de travail. Pour renforcer l'attrait de la dénonciation, la loi assure aussi protection, hébergement et réinsertion. Mais Micha, prostituée clandestine venue d'Europe de l'Est il y a une dizaine d'années, sortie des griffes du réseau qui l'avait amenée, doute de la cohérence entre théorie et réalité. « Lorsque les prostituées se font arrêter, ce sont les hommes de main qui montrent leurs papiers aux policiers. À aucun moment, ceux-ci ne sont inquiétés. Qui protège-t-on ? », questionne-t-elle. La violence et le chantage sont tels au sein des réseaux qu'ils dissuadent quiconque voudrait parler ou fuir. Le trafic ne désarme pas. Au contraire. On assiste depuis quelques mois à une arrivée massive de femmes chinoises, tenues par des triades. Si les réseaux de l'Est se distinguent par leurs moyens de séquestration et de violence inouïe, la plupart des prostituées africaines sont, elles, tenues par des « mammas », anciennes prostituées. Les meilleures gagnent le droit de partir en Europe. Un marabout nous jette un sort pour qu'on ne puisse pas fuir, sinon notre famille risquerait de mourir », raconte Lola, une Nigériane de 21 ans.

Les menaces financières et psychologiques qui pèsent sur toutes ces femmes dépassent l'entendement. Celles-ci doivent rembourser près de 45 000 euros pour se libérer de leurs dettes de passage (transports, papiers) et d'hébergement, ce qui représente entre trois et cinq ans d'esclavage. « Du coup, les étrangères prises en flagrant délit de racolage mentent et se font expulser, mais elles finissent par revenir, tôt ou tard, ici ou ailleurs, parce qu'elles doivent rembourser les réseaux », explique Annie Barbé, responsable de la délégation bordelaise du Mouvement du Nid.

Dossier corse : « C'est à la fin de la guerre que l'on compte les maures ... »

L'échec le plus patent reste la Corse et la victoire du " non " au référendum, malgré l'arrestation opportune, quelques heures avant le début du vote, d'Yvan Colonna, accusé de l'assassinat du préfet Érnigac, en fuite depuis quatre ans. La " collusion " d'une partie de la droite avec les mouvements nationalistes à l'occasion du scrutin n'aura pas suffi à faire plier les Corses. Mais cette " alliance ", Nicolas Sarkozy la paie aujourd'hui au prix fort. Les attentats n'ont jamais été aussi nombreux et l'État de droit aussi mal en point dans l'île de Beauté.

Projets de loi pour un état pénal et répressif : « Eh ! Le Pen ! regarde ce qu'est l'impunité... »

art. 25 – Extension du champ d'application du **fichier national automatisé des empreintes génétiques** à d'autres catégories de personnes et d'infractions.

Le FNAEG – Fichier national des empreintes génétiques -, **limité à l'origine aux seules infractions sexuelles, puis élargi à certains crimes par la LSQ, est étendu à de nombreux délits de violence contre les personnes ou les biens, ou mettant en danger l'ordre public.** Le fichage génétique est également généralisé aux simples suspects et non plus aux seules personnes reconnues coupables. La personne fichée, une fois innocentée, peut demander (au Procureur ou au Juge des libertés) à voir son empreinte génétique effacée de la base de données, mais cette mesure peut lui être contestée.

art. 29 – Extension du recours aux **écoutes téléphoniques** pour la recherche des malfaiteurs en fuite.

art. 32 – **Extension des perquisitions sans le consentement de la personne** concernée en enquête préliminaire. Cet article modifie le 1er alinéa de l'article 76-1 du CPP (code de Procédure Pénale) en étendant la possibilité actuelle de perquisitionner sans le consentement de la personne concernée, en enquête préliminaire aux infractions caractérisant la criminalité organisée.

art. 33 – Extension des **perquisitions de nuit dans les locaux habités.**

La garde à vue d'une personne majeure peut faire l'objet d'une prolongation supplémentaire de 48 H. La personne gardée à vue, doit être présentée à l'autorité qui statue sur sa prolongation préalablement à cette décision. A titre exceptionnel, la prolongation peut être accordée par décision écrite et motivée sans présentation préalable.

art. 42 – Toute personne qui a tenté de commettre l'une des infractions prévues aux articles 222.34 à 222.39 du code pénal est exempte de peine si, ayant averti l'autorité administrative ou judiciaire, elle a permis d'éviter la réalisation de l'infraction et d'identifier, le cas échéant, les autres coupables.

Immigration : « Les aristocrates hongrois comme mon père ça va, mais pas les autres ... »

Le 26 Novembre 2003, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, a présenté la 26e modification de l'Ordonnance de 1945 régissant l'entrée et le séjour des étrangers. Un an après, cette politique est déjà un échec. Nicolas Sarkozy, en présentant son projet de loi, prétendait que son texte apporterait des réponses claires sur les flux migratoires et respecterait les droits fondamentaux des immigrés. Le Conseil Constitutionnel a clairement sanctionné des dispositions attentatoires aux libertés et aux droits fondamentaux contenus dans cette loi. Quant aux flux migratoires, le texte n'a apporté aucune nouvelle réponse, si ce n'est le durcissement des conditions d'entrée en France. De fait, la loi Sarkozy n'est qu'un rejeton de plus des lois Pasqua dont la droite prétendait déjà, il y a 10 ans, qu'elles régleraient définitivement le débat sur l'immigration, avec les résultats que l'on connaît. Face à cet échec, ont été récemment proposés des artifices comme la discrimination positive ou le CV anonyme. Même si aucune proposition ne doit être taboue, force est de constater l'échec de cette politique symbolisée par l'affirmative action aux USA qui en rien n'a permis de résoudre les tensions et les injustices raciales dans ce pays.

Immigration : « Sangatte : la délation, pas la fraternité ! Il faut vous le dire comment ? »

À Calais, en novembre 2002, M. Sarkozy fait fermer le camp de Sangatte et déclare illico que « le problème est réglé ». Grossier effet d'annonce médiatique, la fermeture ne fait que rejeter à la rue des centaines de réfugiés qu'alors la police du Ministre de l'Intérieur pourchasse, traque, brutalise et humilie quotidiennement depuis. Des personnes membres ou pas du Collectif C'sur décident, face à cette situation humainement insupportable, de leur apporter une aide humanitaire en leurs fournissant des repas, des vêtements, des douches et un hébergement pour une ou deux nuits. Alors que ces actions déclarées publiquement se déroulent depuis plusieurs mois, et malgré les menaces sans cesse réitérées de la part de la police du ministre de l'Intérieur, le 22 avril 2003, la police débarque au petit matin chez l'un d'eux, Charles Frammezelle, dit Moustache, pour le placer en garde à vue. Puis il est mis en examen pour « aide à l'entrée ou au séjour irrégulier d'un étranger, en bande organisée » (article 21), un délit puni de 10 ans de prison. À Calais, à Roissy, M. Sarkozy poursuit et veut faire condamner par la Justice ceux qui révèlent l'échec, l'inhumanité et la négation des droits de l'Homme de sa politique.

Sans-papiers : « Je n'ai pas de parole, mais j'ai des papiers, moi !! »

La CNSP (Coordination Nationale des Sans Papiers) rappelle à M. SARKOZY que le jeudi 19 septembre à 17 h une délégation de la CNSP avait été reçue par le Ministère de l'Intérieur, et que M. Canepa, son représentant désigné, nous avait déclaré : " Nous allons demander que les Collectifs de Sans Papiers soient en contact régulier avec les Préfectures ". Ainsi, le Sous Préfet du Havre et M. SARKOZY, non seulement ne respectent pas la parole donnée, mais attentent au droit constitutionnel de manifester et aux libertés chèrement acquises par le mouvement social et démocratique. Le Sous Préfet du Havre et M. SARKOZY considèrent les Sans Papiers comme des sous humains en leurs déniaient le légitime droit de désigner librement leurs représentants. Imaginons ce type de comportement inqualifiable d'un patron ou d'un ministre vis à vis de syndicats !

Je ne comprends pas que l'on ne soit pas admiratif devant tant de subtilité, de réflexion et de compétence. Comment ne pas s'affirmer bluffé par cet étalage de succès, de lois progressistes et d'inventivité. La tornade Sarkozy a encore une fois laissé un paysage en ruines. Bon sang ! Mais c'est bien sûr ... L'intérieur est vraiment l'endroit dans lequel le génie sarkozien peut s'exprimer dans toute son ampleur. Décidemment, Monsieur Chirac, quelle intuition !!

L'économie

31 mars 2004 - 29 novembre 2004, Ministre d'État, Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie dans le troisième gouvernement Raffarin.

Le lobby nucléaire : « J'ai des atomes crochus avec le passage en force... »

Ils affirment que l'EPR, dont le prix du prototype est évalué à trois milliards d'euros, produit autant de déchets nucléaires que ses prédécesseurs. Trois régions se sont pour l'instant portées candidates pour accueillir l'EPR : Rhône-Alpes, la Basse-Normandie et la Haute-Normandie.

"Le nouveau ministre de l'Industrie Nicolas Sarkozy fait allégeance au lobby nucléaire", a estimé le porte-parole du réseau, Sortir du nucléaire, Stéphane Lhomme, qui a présenté jeudi son programme de mobilisation.

Le ministre de l'Économie Nicolas Sarkozy a annoncé cette semaine la tenue d'un débat d'orientation sur l'énergie le 15 avril au Parlement. Le 5 avril, le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, dans son discours de politique générale, avait déclaré que la France devait s'engager dans la voie de l'EPR. De son côté, François Roussey, le P-DG d'EDF, a estimé cette semaine que la procédure du choix d'un site pour l'EPR serait lancée juste après le débat d'orientation.

"Il s'agit là d'un inacceptable passage en force", a estimé Stéphane Lhomme.

"La population française, majoritairement, refuse la construction de nouveaux réacteurs nucléaires et préconise les économies d'énergie et les énergies renouvelables", a-t-il dit.

Il a accusé Nicolas Sarkozy d'avoir "très vite cédé aux pressions des multinationales Areva et EDF qui exigent la construction du réacteur EPR".

Leclerc est mon ami : « Je défends la loi à condition qu'elle ne m'emmerde pas ... »

Autrefois un ministre du commerce et de l'artisanat fit voter une loi (la loi Galland) visant à contenir l'offensive des hypermarchés en France. Ce ministre s'appelait Jean-Pierre Raffarin. Aujourd'hui, le même Raffarin, devenu Premier ministre, laisse son ministre de l'économie en sursis démanteler tout son édifice... Un beau cadeau avant son départ ! Que disait la loi Galland ? Qu'il était interdit de vendre à perte ; c'est-à-dire de vendre en dessous du prix officiel figurant sur la facture du fournisseur. Cela semblait une mesure de bon sens. Certes le système était imparfait, puisque les marges dites "arrière" ont été mises en place par les distributeurs dans leur entreprise de racket systématique : il s'agit de faire participer les industriels à diverses opérations promotionnelles plus ou moins fumistes. En fait ces marges arrière représentent en moyenne 35% du chiffre d'affaires des distributeurs. Elles sont pourtant strictement interdites par la loi. Mais plutôt que de faire appliquer la loi, on préfère aujourd'hui changer la loi. Sarkozy est donc content : les distributeurs vont donc pouvoir se lancer dans une guerre des prix sans fin, puisqu'ils pourront désormais baisser leurs prix jusqu'au seuil de la marge dite nette-nette-nette à savoir jusqu'à 35% en dessous des prix actuels. Une mécanique déflationniste infernale est enclenchée ! Et les industriels seront encore plus "sollicités" (!!) pour participer aux efforts des distributeurs avec des marges arrière toujours plus impressionnantes. Qui n'a d'ailleurs pas entendu Jacques Chirac mettre en garde le gouvernement contre "la guerre des prix destructrice"... (Le gouvernement serait-il schizophrène ?). Cette mécanique destructrice a déjà fait ses preuves aux USA où règne ce que le Washington Post appelle la "walmartization" de l'économie. Voilà des mois qu'il s'agit auprès de Sarkozy pour abolir la loi Galland. Il est parvenu à ses fins.

Taxe d'équarrissage : « Solidarité : Quand je fais des grosses conneries, c'est vous qui payez !! »

UN HOLD-UP A 2 MILLIARDS D'EUROS *

C'est l'histoire d'une taxe de 2 milliards d'euros, payée par les clients à la caisse des grandes surfaces au moment où sévissait la crise de la vache folle, et que Bercy doit aujourd'hui rembourser... aux grandes surfaces ! Nous sommes en 1996. L'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), dite " maladie de la vache folle «, fait des ravages. Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation du gouvernement Juppé 2, ne veut pas se retrouver avec des farines animales sur les mains. Une nouvelle taxe (l'" équarri-taxe ") est alors instaurée, dans l'urgence, pour financer le stockage et la destruction des farines animales. A chaque fois qu'un bifteck passe en caisse, les supermarchés et les hypermarchés prélèvent une taxe qu'ils reversent ensuite à l'Etat. Simple. Sauf que, dans la précipitation, le gouvernement a omis de soumettre sa nouvelle taxe à l'avis de Bruxelles. Le savait-il ou a-t-il feint de l'ignorer ? Toujours est-il que son équarri-taxe n'est pas eurocompatible !

Cette petite étourderie, chiffrée à 2 milliards d'euros, pourrait bien se transformer en autant de bénéfices inattendus pour nos champions de la grande distribution. Avec la bienveillance de Bercy. En toute logique, c'est le consommateur qui aurait dû être remboursé. N'est-ce pas lui qui, à l'époque, a payé la taxe ? Certes. Mais comme il n'a pas conservé ses tickets de caisse, ce sont les grandes surfaces qui rafleront le pactole ! Combien ? De 100 000 à 300 000 ₣ pour un supermarché. Plus de 2 millions pour les plus gros hypermarchés. Un scandale, un vrai ! Au moment où la grande distribution communique sur le commerce équitable et les prix prétendument bas, ces 2 milliards payés par les consommateurs à la caisse des supermarchés vont l'être à nouveau par les consommateurs contribuables pour " rembourser " aux distributeurs une taxe qui, au final, ne leur a jamais rien coûté !

Il faut voir le coté positif de temps en temps. En comparaison avec son dernier passage au budget, les conneries restent démesurées, certes, mais elles sont plus visibles et en même temps plus discrètes. De ce paradoxe, vous venez de comprendre le fondement d'une des disciplines les plus complexes : la magie !! Et quand cette magie devient spectacle avec l'aide des médias, alors nous tombons dans l'extase !!

Le personnage

Intérieur : Mes amis forment une secte ...

Nicolas Sarkozy, l'ami de Tom Cruise (scientologue affiché), est visiblement très mal à l'aise. Avec franchise, Nicolas Sarkozy a reconnu ne pas avoir d'opinion arrêtée sur une secte pourtant maintes fois dénoncée. Et la porte-parole de la scientologie en France a expliqué comment la situation de la secte s'est améliorée lors de son passage à l'Intérieur, notamment avec le départ d'un policier gênant.

Intérieur : les médias m'obeissent au doigt et à l'oeil

Intermittents du spectacle, nous avons été engagés par l'agence d'hôtes et d'hôtesse Marianne International (voir annexe pour détails) pour un contrat de figuration de deux heures. On nous avait annoncé que nous travaillerions sur un clip. Il s'agissait en réalité d'une opération pour la sécurité routière organisée par la Ligue contre la violence routière. Cette opération consistait, en partie, en une mise en scène symbolisant la mort sur la route. C'est pour figurer dans cette mise en scène que nous étions engagés. Dès après la signature de nos contrats, on nous a demandé de nous allonger et d'observer une minute de silence. Puis, la dernière demi-heure, les ministres Nicolas Sarkozy et Gilles de Robien sont apparus et ont entamé un discours. Nous sommes donc fondés à dire que le public de M. Sarkozy était payé pour écouter. Le soir, dans les différents journaux télévisés, l'événement a été présenté comme une manifestation spontanée et volontaire de jeunes sensibilisés et mobilisés par la prévention routière. Même chose dans les journaux du lendemain. Aucun journaliste ne pensera à rapporter les sifflets et cris de protestation qu'on put entendre à la fin du discours de M. Sarkozy.

Vindictif : « Faites ce que je dis, pas ce que je fais ... »

«Sarkozy veut châtier les auteurs du complot», écrit le quotidien populaire, en évoquant en particulier les récentes informations sur les problèmes conjugaux de M. Sarkozy. Gérard Dubois, conseiller du préfet de police de Paris chargé de la communication, a été limogé de son poste lundi, quatre jours après la nomination de M. Sarkozy dans le nouveau gouvernement, où il a rang de numéro 2. M. Dubois est considéré comme un proche de Philippe Massoni, ancien préfet de police de Paris actuellement chargé de la sécurité à la présidence de la République. De retour au Ministère de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, chef du parti gouvernemental (UMP), «a décidé d'enquêter sur un cabinet noir qui aurait alimenté des dossiers contre sa famille», écrit «Le Parisien». «Je vais redevenir le patron de ceux qui font actuellement des enquêtes sur moi», avait dit M. Sarkozy la semaine dernière devant les députés de l'UMP. «Il y en a qui doivent mal dormir depuis qu'ils savent que je reviens», avait-il prévenu, toujours selon le journal.

Les Déclarations :

Assises nationales de l'UDR à Nice en Juin 1975.

« Être jeune gaulliste, c'est être révolutionnaire ! »,

Avant les élections présidentielles de 1995.

« L'électro-encéphalogramme chiraquien est plat. ce n'est plus l'Hôtel de Ville, c'est l'antichambre de la morgue. Chirac est mort, il manque juste les trois dernières pelletées de terre. »

Novembre 2002 :

Décidé à jouer des coudes, le ministre de l'Intérieur bouscule le protocole. Il s'installe au premier rang alors qu'une chaise lui est réservée au deuxième. Son épouse, Cécilia, s'assoit également au premier rang, à côté de... Jean-Pierre Raffarin, alors que les épouses de ministre ont droit à des fauteuils dans les travées suivantes. Du coup, la discrète Anne-Marie Raffarin est reléguée bien loin. Résultat : on ne voit que les Sarkozy. Alain et Isabelle Juppé enragent. Les conseillers de Raffarin apprécient modérément le « coup ». Fait-on remarquer à « Nicolas » que sa place est au second rang ? Il réplique : « Le second ? Mais c'est déjà trop pour moi. Je me suis assis là où Alain m'a dit de me mettre. »

2002 :

« Depuis cinq mois et demi que je suis en poste, poursuit-il, le moment le plus difficile pour moi fut de recevoir les pères et mères des trois jeunes filles violées et assassinées dans la Somme. Je n'oublierai jamais le visage des parents ni l'embarras du ministre qui n'a pas eu le courage de leur dire que le fichier français des empreintes génétiques ne compte qu'un millier de noms quand celui de la Grande-Bretagne en totalise plus de soixante mille. »

28 Avril 2004 :

En réponse à une question d'un député socialiste sur sa récente visite aux Etats-Unis, Nicolas Sarkozy a relaté qu'il avait été "l'invité de la totalité des associations des juifs américains qui lui ont remis une récompense pour le combat déterminé que nous menons contre l'antisémitisme". "Ca ne risquait pas d'arriver à M. Vaillant parce qu'après cinq années du gouvernement de M. Jospin, on était arrivé à faire croire aux Etats-Unis que la France était un pays antisémite", a-t-il lancé. Devant l'émotion soulevée par la "sortie" de son collègue, Jean-François Copé, le porte-parole du gouvernement, a revêtu l'uniforme du démineur, affirmant solennellement que le "gouvernement n'avait jamais voulu blesser personne". Les socialistes, eux, réclament les excuses de Nicolas Sarkozy. Excuses que celui-ci s'était bien gardé d'apporter hier en direction d'Henri Emmanuelli : "Je n'ai pas envie de perdre mon temps à répondre aux provocations de M. Emmanuelli. J'ai bien d'autres choses à faire", avait-il lancé aux journalistes.

Novembre 2004 : Congrès de l'UMP

LE « SACRE » de Nicolas Sarkozy devrait coûter la bagatelle de 5 millions d'euros à l'UMP. C'est la somme officiellement annoncée. Mais depuis quelques jours, cette estimation nourrit polémique et fantasmes. Certains « pros » de l'événementiel évoquent une facture de 7 millions d'euros.

Depuis des semaines, le futur patron de l'UMP travaille dans les moindres détails la préparation de cette journée. Il veut la marquer de son empreinte. Flanqué de Christophe Lambert (président de Publicis Conseil) et de Renaud Le Van Kim (réalisateur télé spécialisé dans les retransmissions de cérémonies), Sarkozy imagine un grand show à l'Américaine, conçu pour la télévision. Son épouse, Cécilia, veille à tout. Ce troisième congrès de l'UMP en deux ans coûtera plus cher que les précédents. Alain Juppé avait dépensé un peu moins de 4 millions d'euros (en novembre 2002) et 3 millions d'euros (en février 2004) à la veille des élections du printemps. Attaqué sur ce terrain, Sarkozy se défend : « Je rendrai publics les chiffres. Une enveloppe a été fixée. Elle sera tenue. Quelle formation politique fait payer ses participants à son congrès ? » Et de justifier le surcoût : 1. C'est la rançon de son succès puisque 25 000 militants sont annoncés (contre 17 000 en 2002). Quatre avions spéciaux et neuf TGV ont été affrétés, sans compter les cars. Ça coûte cher : qu'ils viennent de Corse ou de... Neuilly, ils ne paieront que 20 €. 2. Une soirée bodega avec les chanteurs Faudel et Shirel a été rajoutée samedi soir. Toutefois, face à la polémique naissante, on a tenté de réduire la facture ces derniers jours. Ainsi les douze théâtres romains, qui devaient accueillir les débats thématiques du matin, sont supprimés. Autre économie : d'immenses photos de Chirac, Juppé et Sarkozy qui devaient décorer la salle sont passées à la trappe...

Aménagement de la défense

"Quand il y a 99 pauvres et 1 riche, si le riche devient pauvre, cela fait 100 pauvres".

Si j'ai bien compris la leçon, quand il y a 99 pauvres et 1 riche, l'important c'est de s'occuper du riche, les autres n'ont qu'à se débrouiller pour survivre et à être contents de profiter des miettes ou des pollutions du riche.

Le Monde. 2005.

« Nous vivons dans un monde où tout le monde n'a pas les mêmes scrupules, où tous les coups peuvent être donnés et où, pour abattre quelqu'un, on utilise tous les procédés. Rien ne me détournera de la route que j'ai choisie. »

« M Sarkozy considère qu'entre « l'extrême droite et la droite (sous-entendu « lui » pour ses ambitions de 2007), le délai de veuvage est passé »

"En politique, tant qu'on a trahi personne, on n'est rien"

Conclusion

Cette promenade dans SarkoLand vous a laissé, je suppose, un questionnement. Mais pourquoi ce personnage est-il autant plébiscité et autant populaire ? En fait, je ne suis pas si convaincu de sa popularité, mais si nous partons du principe qu'elle est réelle, alors différentes remarques s'imposent.

Ne pensez-vous pas que ce qui a tant séduit chez Nicolas Sarkozy va commencer à lasser et finira par exaspérer. Cette ambition démesurée et affichée est assez rarement appréciée des français (souvenez-vous de Tapie ou de Messier). N'est-ce pas par manque de choix que certains finissent par apprécier qu'un leader politique assume pleinement ses ambitions ? Mais rapidement la condition incontournable de cette gargantuesque ambition reste qu'elle doit le pousser à agir dans l'intérêt général. C'est peut-être cela qu'a déjà compris Chirac (en plus de lui imposer un cumul de mandat dont il devrait normalement se défaire) et que comprendront j'espère les Français.

L'autre aspect qui me semble sans appel est sa façon promouvoir la forme au dépend du fond. A la lecture de cet article, j'espère que vous aurez compris que toute cette fameuse activité, cette trépidante vitalité n'est qu'une bulle vide. Ses bilans sont à tous points de vue catastrophiques. Nous sommes dans la politique spectacle et les médias participent joyeusement à ce spectacle digne de Copperfield. Combien de temps ce règne de la politique esbroufe tiendra ? Le vernis aurait depuis longtemps du craquer.

De ses affaires dans les Hauts de Seine jusqu'à ses postes ministériels, il profite d'une sorte d'impunité médiatique. Il tient certes, toutes les ficelles du pouvoir mais nos médias si attachés eux aussi à la forme plutôt qu'au fond, se réjouissent d'un tel personnage. Alors tout lui est permis. La dernière affaire est l'élimination de ce blog à Puteaux (<http://www.monputeaux.com/>). Ceci est scandaleux et officialise un recul des libertés impressionnant mais bon, rien de tellement percutant dans la presse. La démagogie est érigée en triomphe lorsqu'il s'agit de Sarkozy.

Cette méthode gros sabots se verrait beaucoup plus si Sarkozy restait en poste plus longtemps. Mais il surfe sur la vague de la démagogie et même lorsqu'il annonce déjà le départ en 2006 de son poste actuel (gageons qu'il va nous concocter encore pas mal de bombes à retardement), personne ne trouve cela scandaleux. Qui crie que cette vision de la politique est une insulte au peuple Français ?

Qui lui fait remarquer qu'il n'a aucun bilan politique mais qu'un bilan médiatique ?

Oui il est habile, oui il est surentraîné dans son comportement de sportif de la politique. Il est surtout le physicien de la médiatisation qui a compris que l'univers est rempli de vide. Il sait comme que personne aujourd'hui n'a une stature de meneur, car plus personne n'existe aujourd'hui en politique, plus personne a un charisme suffisant pour l'empêcher de continuer à nous servir les mêmes recettes : Aucune innovation sauf dans la démagogie, voilà sa route toute tracée, mais pour combien de temps ?

[Laiguillon](#)

Références

Sondages SOFRES : <http://www.php.sofres.com/cote/choixdate.php?perso=sarkozy>
Biographie : <http://www.u-m-p.org/site/EquipeNationaleAffiche.php?IdEquipeNational=1>
Bilan Fiscale d'une législature : <http://www.snui.fr/gen/cp/dp/DPBF.html>

Hauts-de-Seine

Humanité : <http://www.humanite.presse.fr/journal/2005-01-26/2005-01-26-455480>
<http://www.jacquesperrin.com/presse/libe20030225.htm>
A puteaux, on la connaît bien sarko : <http://www.nadinejeanne.com/hautsdeseine/>
http://philippelacroix.canalblog.com/archives/conseil_general_du_92/

Budget 1993-1994

Bilan Fiscal 1993-1997 : <http://www.snui.fr/gen/cp/dp/DPBF.html>

Intérieur

Caroline Damien - mafia Roumaine : http://msi.net/article.php3?id_article=356
Socialistes – Bilan : http://www.jpblazy-depute.org/article_tribunes_socialistes_nov_2004.htm
Prostitution – Bilan : <http://www.abri.org/antidelation/article142.html>
Prostitution – Franca Mai : http://www.e-torpedo.net/article.php3?id_article=99
Immigration : http://www.webzinemaker.com/admi/m6/page.php3?num_web=18109&rubr=3&id=132559
Violences Policières : http://www.altermonde.levillage.org/article.php3?id_article=1803
Etat Policier : <http://amd.belfort.free.fr/25etatpolicier.htm>
Ambition, audace et esbrouffe : <http://hugues.blogs.com/commvat/2004/11/>
Immigration : <http://quibla.net/protocoles/boutih.htm>
Immigration- Sangatte : http://lille.cybertaria.org/article.php3?id_article=170

Economie 2004

EPR : <http://www.sortirdunucleaire.org/actualites/presse/affiche.php?aff=249>

Leclerisation : <http://www.geocities.com/actpol/V16BessonSarkozy.html>

Leclerisation :

<http://www.lexpansion.com/compteur/compteur.asp?compteurId=689&redirURL=http://www.lexpansion.com/art/2593.79045.0.html>

Equarrissage :

<http://www.radiochango.com/francais/konscience/articles.php3?tipo=continente&continente=5&ID=1156>

Le personnage

Acrimed : http://www.acrimed.org/article.php3?id_article=1081

Vindicatif : <http://www.lefdm.com/>

<http://perso.wanadoo.fr/kerbreizh/creped'or/sarkozy.html#ladit>

Les déclarations

<http://www.chez.com/constit/Sarkozy.html>